

COLLECTIVITES TERRITORIALES et HAUT DEBIT

IRLANDE
Projet Group Broadband Scheme

*Etude réalisée par le Cabinet Analysys
pour le compte de l'Autorité de régulation des télécommunications
et la Caisse des Dépôts et Consignations*



AVERTISSEMENT

L'Autorité de régulation des télécommunications et la Caisse des Dépôts et Consignations ont confié au cabinet Analysys un étude sur le Projet Group Broadband Scheme.

Dans un souci de transparence et d'information, il a été décidé de rendre publique cette étude.

Les conclusions de cette étude sont de la seule responsabilité du cabinet et n'engagent ni l'ART ni la CDC.

Projet Group Broadband Scheme (GBS)

Le projet GBS permet d'allouer des subventions pour des réseaux haut débit appartenant à des communes de moins de 1500 habitants. Ce programme est l'équivalent du Group Water Scheme qui encourage les communes à se regrouper pour recevoir une aide de l'Etat.

Ce programme GBS a été annoncé en mai 2004 et il est actuellement en phase d'analyse (les demandes de subvention ont déjà été reçues durant la première phase du projet). Durant la première phase, sept projets ont été acceptés et 50 sont actuellement à l'étude.

Contexte

► Raisonnement stratégique

Le GBS a pour objectif de répondre à la stratégie d'Eircom de ne pas équiper les centraux en équipements haut débit dans les villes de moins de 1500 habitants.

► Objectifs stratégiques

Ce projet vise principalement les besoins de communes rurales de moins de 1500 habitants dans lesquelles Eircom ne fournira aucun service haut débit (Eircom considère ces zones économiquement non viables sans aide de l'Etat). Ce projet vise donc à rétablir un équilibre entre les zones rurales et les zones urbaines.

► Structure du projet

Les communautés locales sont sensées jouer un rôle majeur dans la mise en place d'un partenariat avec un FAI. Ce partenariat pourra solliciter des fonds au « Department of Communications, Marine and Natural Resources » (DCMNR) afin de construire et gérer le réseau haut débit.

Le projet est géré sous le modèle « premier entré, premier servi ». Des fonds seront ainsi alloués aux premières communautés qui en feront la demande, sous réserve qu'elles respectent toutes les caractéristiques demandées.

Description de la solution choisie

► Rôle du secteur privé

Les FAI devant demander des subventions de façon conjointe avec les communautés, ceux-ci recherchent activement les communautés qui sont intéressées par le programme. Dans le cas

où le FAI se rend compte qu'il y a un potentiel commercial, il approchera directement les autorités locales. Pour autant, c'est le rôle de la communauté de comparer les différentes offres des FAI afin de déterminer quel est celui qui répondra le mieux à ses besoins (ComReg propose une liste de FAI irlandais sur son site). Les communautés ne contribuent pas directement au financement du projet, mais facilitent la gestion de la réponse à l'appel d'offre (pour autant, certains FAI ont demandé des contributions financières aux communautés). Le FAI soumettra directement sa proposition.

Les communautés locales n'ont pas le droit de s'occuper des questions liées aux télécoms.

► *Modèle économique*

Le montant maximum du prêt qui peut être accordé sous ce programme est de EUR50 000. La moitié de ce prêt est donnée au FAI lorsqu'il lance ses services, et l'autre partie est donnée lorsque l'objectif qui a été préalablement fixé est atteint. Du fait de la taille réduite de chacun des projets, seul un compte de résultat peu détaillé est demandé lors de la réponse à l'appel d'offres, et il est aussi demandé que ce plan démontre que le projet sera rentable au bout de 2 ans et demi.

Le GBS offre un prêt maximum à hauteur de 55% du coût du capital nécessaire au projet (ce niveau est établi par l'UE qui a défini un montant maximal pour les prêts publics en fonction de la région concernée par ce prêt).

Ildana Teorana, un des FAI qui a remporté un projet, estime que les besoins en capital s'élèvent à 35 000 euros.

► *Rôle des agences gouvernementales*

Le DCMNR est en charge de la gestion du projet. Il est aussi chargé de l'évaluation des réponses à l'appel d'offres et de la gestion des subventions.

► *Besoins financiers*

Le budget total pour ce projet est de 25 millions d'euros. Ce budget est issu du Plan de Développement National de 2000–2006.

► *Spécifications économiques et techniques*

Les prix de détail sont fixés par les FAI, mais ceux-ci doivent tout de même être compétitifs. Les règles de ce projet n'imposent cependant pas aux FAI de fournir des services de gros. Ils doivent respecter toutes les autres réglementations nationales qui relèvent de ce marché.

Les prix fixés par Ildana pour une connexion résidentielle sont de 25 euros par mois (30 euros pour un accès illimité). Les frais d'installation sont de 200 euros.

► *Structure du projet*

La technologie sans fil a été la plus utilisée à ce jour pour ce projet. Eircom a également fait des demandes pour recevoir des subventions afin d'équiper certains de ses centraux en

équipements DSL. Le satellite a aussi permis de fournir des services dans les zones les plus reculées du pays.

La structure du réseau d'Ildana est la suivante.

En raison de la position très à l'ouest de l'Irlande, Ildana explique que la couverture satellite n'est pas aussi bonne que dans un pays d'Europe centrale. Du coup la société doit développer son propre portefeuille d'offres satellites. Elle opère ainsi deux hubs en dehors du pays. Ces deux sites sont moins chers que des sites en Irlande, même si Ildana doit payer un lien avec le réseau de desserte entre ces sites et l'Irlande. Le coût en capital de ces hubs a été de 2 millions d'euros.

Du fait des problèmes de couverture satellite et des taux de contention, Ildana a directement acheté un segment de 40Mbit/s (un transporteur satellite entier). Dès lors, la société peut ajuster les taux de contention de façon dynamique.

Avec cette architecture, Ildana peut théoriquement fournir un accès 32Mbit/s downstream et 8Mbit/s upstream. Cependant, en raison des choix technologiques qui ont été faits au niveau du réseau de la boucle locale, la bande passante disponible au niveau des communes est de l'ordre de 6Mbit/s en voie descendante.

Les accès sont distribués depuis le réseau de desserte du satellite grâce à la technologie sans fil.

► *Problèmes légaux et réglementaires*

Parce que le projet utilise des subventions européennes, il doit se plier aux règles d'aide d'Etat au secteur public. Lors de la phase d'évaluation des propositions, le DCMNR doit ainsi s'assurer qu'il n'y a pas duplication de subventions gouvernementales ou de l'UE dans la région concernée.

Pour ce projet, il n'est pas nécessaire de respecter les procédures d'appel d'offres public, car le montant des subventions est faible et n'atteint jamais les 200 000 euros à partir desquels il deviendrait nécessaire de les appliquer.

Impacts et retour d'expérience suite à la mise en place du projet

Le programme vient d'être mis en place et la phase un du projet vient de se terminer. Le DCMNR est donc en train d'analyser les résultats de cette phase afin de voir s'il ne peut pas améliorer le processus. Au total, 52 propositions ont été reçues lors de la première phase. 27 de ces propositions ayant été reçues lors du dernier mois de la phase, la plupart des personnes impliquées dans le projet ont donc cru, pendant longtemps, que le projet n'était pas réellement attractif.

Des problèmes ont été identifiés et seront traités lors de la phase 2 :

- les groupements communautaires ont du mal à attirer suffisamment de demande résidentielle ;
- la coordination avec les FAI est très consommatrice de temps ;

- le programme est complexe par rapport au montant de chacune des subventions.

En octobre 2004, 52 propositions ont été reçues, 7 subventions ont été accordées, et quelques unes refusées.

Les principales raisons de ces refus étaient principalement :

- un réseau était déjà planifié pour une commune dans le cadre du projet MAN ;
- certaines communautés locales n'ont pas réussi à se lier avec un FAI.

Des sociétés telles qu'Eircom, Ildana et Last Mile Wireless ont obtenu une subvention.